

L'exode de la multitude au Brésil

Giuseppe Cocco

DANS **MULTITUDES 2014/2 n° 56**, PAGES 67 À 79

ÉDITIONS **ASSOCIATION MULTITUDES**

ISSN 0292-0107

DOI 10.3917/mult.056.0067

Date de mise en ligne : 14/10/2014

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-multitudes-2014-2-page-67?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Majeure 56

Devenir-Brésil

post-Lula

Les mouvements de transformation sociale en Amérique latine ne peuvent être dissociés des combats des pauvres, des luttes indigènes et des problématiques des migrants. Ce sont toutes ces luttes qui se sont agglutinées en juin 2013, dans le moment constituant de la multitude brésilienne, qu'on ne saurait rabattre, comme le font les médias et la police, sur la contestation des grands travaux et des méga-événements sportifs. En témoigne la poésie du mouvement de juin, haut-parleur de la résistance des pauvres dans la ville de Rio. L'affirmation d'une jeune manifestante – « je ne suis personne » – désigne le caractère irreprésentable d'une multitude composée par la coopération entre subjectivités quelconques.

L'exode de la multitude au Brésil

Giuseppe Cocco

Association Multitudes | Téléchargé le 04/06/2026 sur <https://shs.cairn.info> (IP: 216.73.217.142)

Mars 2013 : la honte d'être un homme !¹

Vendredi 1^{er} mars 2013, les autorités avec la Présidente Dilma Rousseff, les gouverneur et maire inaugurent en grande pompe un nouveau musée à Rio : le Museu de Arte do Rio de Janeiro (MAR)². La date coïncide avec le 448^e anniversaire de la ville, et l'élite, avec toutes les forces politiques de la très grande coalition de gouvernement – locale et fédérale –, est au zénith et fait la fête ! Le maire de Rio vient d'être réélu au premier tour avec plus de 60 % des voix : une renaissance de Rio et du Brésil, un nouvel âge d'or. Le musée n'est qu'un investissement en milliards pour la revitalisation des friches portuaires dans le centre-ville parmi bien d'autres chantiers pour la préparation des grands événements à venir : la Coupe des Confédérations (juin 2013), les Journées Mondiales de la Jeunesse (juillet 2013), la Coupe du Monde de Football (juin 2014) et enfin les Olympiades (août 2016). Le journal local présente le Musée comme si c'était une de ses activités, et ce à juste titre, puisque la gestion de cet investissement public est privée, et aux mains d'une fondation appartenant à la famille propriétaire du journal et de la télévision *Globo*. Des milliers de pauvres ont été évacués des favelas proches des quartiers riches ou des grands travaux, sans beaucoup de ménagement, vers de lointaines périphéries, ou tout simplement mis à la rue. Beaucoup d'autres attendent leur triste tour après que les murs de leurs maisons ont été marqués du sigle SMH³, initiales de la direction du logement de la mairie de Rio (dirigée par le Parti des Travailleurs).

1 cf. Deleuze et Guattari, *Qu'est ce que la philosophie?*, Minuit, Paris, 1991.

2 Nous reprenons en partie l'article de Barbara Szaniecki dans cette même majeure.

3 *Secretaria Municipal de Habitação* (SMH). Cf. les photos de l'icône du n° 49 de *Multitudes*, « *Occupy Rio, "Cidade Viva"* », par Cristina Ribas : www.multitudes.net/occupy-rio-cidade-viva/

Le consensus autoréférentiel de ce mélange carioca⁴ des élites et de la classe politique était tellement évident que le curateur du MAR a lui aussi voulu mettre en scène la contestation : Paulo Herkenhoff et son adjointe Clarissa Diniz ont ainsi proposé une exposition artistique sur les luttes pour le logement... à São Paulo au début des années 2000 (notamment du squat Prestes Maia)⁵. Et ce n'est pas tout : les curateurs avaient aussi prévu la performance d'un groupe culturel⁶ branché et quelque peu alternatif qui devait – en partenariat avec une école de samba pour enfants – animer la cérémonie d'un petit carnaval pasteurisé.

Mais, comme toujours, d'ingrats rabat-joie se sont invités à la fête : 200 jeunes, sur le parvis du MAR, furent tenus à distance par un cordon de sécurité agressif. Squatters des occupations du centre-ville, militants des luttes contre les expulsions forcées des pauvres des favelas, collectifs culturels et artistes se sont pourtant bornés à faire beaucoup de bruit en gratifiant les invités à leur sortie de gros mots en tout genre. Ce fut suffisant pour que la sécurité annule le « carnaval ». Les invités sont sortis bien gênés parmi les cris des jeunes, excepté un artiste s'étant récemment présenté dans *Le Monde* comme un « contestataire de la première heure »⁷ qui a provoqué de manière grossière les contestataires tout en restant soigneusement à l'abri des policiers. Une scène qui rappelle les propos de Gilles Deleuze et Félix Guattari : « [I]a honte d'être un homme, nous ne l'éprouvons pas seulement dans les situations extrêmes décrites par Primo Levi, mais dans des conditions insignifiantes, devant la *bassesse* et la *vulgarité* d'existence qui hante les démocraties [...] »⁸. Face à ce bruit incessant, la Présidente Dilma a déclaré blasée aux journalistes : « C'est ça, la démocratie. » Lors de cette glorieuse inauguration sous les valeurs exténuées d'une démocratie de façade, les pauvres de Rio, d'un côté, avaient juste le droit de faire du bruit pendant que le train du progrès et son consensus leur passait dessus. De l'autre, les pauvres qui avaient lutté (et perdu) il y a plus de dix ans à São Paulo étaient aussi expropriés au niveau esthétique, leur résistance changée en art contemporain pour remplir le vide culturel d'une véritable machine de ségrégation spatiale présentée comme un musée.

Mais cette poignée de jeunes avait le courage de dire la vérité sur l'usage que l'élite, avec l'appui honteux du Parti des Travailleurs et de Lula, fait des chantiers des grands événements sportifs pour éliminer la mixité urbaine due à la résistance des pauvres et des noirs depuis le début du siècle⁹. Était créée aux autorités et aux invités la honte d'être des hommes, la honte des victimes de la guerre que l'État mène dans les favelas contre les jeunes et les noirs : « Nous ne sommes pas responsables des victimes, mais devant les victimes. »¹⁰

4 de Rio de Janeiro.

5 L'exposition avait pour titre : « *O abrigo e o terreno – Arte de sociedade no Brasil* » (L'abri et Le terrain : art et société au Brésil) avec Lygia Clark, Bispo do Rosario, Hélio Oiticica et le nouveau Ernesto Neto.

6 Coletivo Cultural Opavivará.

7 Nicolas Bourcier, « Les couleurs de la révolte », *Le Monde*, 4 janvier 2014.

8 *Qu'est-ce que la philosophie*, Minuit, Paris, 1991, p. 103.

9 Voir Giuseppe Cocco et Barbara Szaniecki dans *Multitudes*.

10 Deleuze et Guattari, *op. cit.*

En même temps, leur manifestation n'allait pas au-delà du témoignage, position dans laquelle il est difficile de lutter. Primo Levi décrit avec désespoir cette situation d'impuissance dans les dernières pages du livre qu'il a consacré à son expérience des camps : aucun prisonnier d'Auschwitz n'ose reprendre le cri du condamné à mort pendu pour avoir pratiqué un acte de résistance. À Rio, la mobilisation était très faible, la plèbe des pauvres ne réussissait pas à se constituer, à « faire multitude ». Rien ne semblait pouvoir arrêter le rouleau compresseur du consensus autoritaire que le gouvernement fédéral avait imposé à la ville de Rio dans son alliance avec la droite et l'élite néo-esclavagiste.

Mais ce n'était en fait qu'un début : trois mois plus tard, en juin, c'est une multitude de millions de jeunes qui manifesterait et résisterait à la répression dans toutes les rues du Brésil. Et c'est à Rio que les manifestations se maintiendraient, tenaces et massives, jusqu'à aujourd'hui¹¹. Mais retraçons l'enchaînement des événements plus en détail.

De juin 2012 à juin 2013 : les luttes des pauvres hors de l'impasse

La majeure « Devenir-Brésil » et la mineure « Plèbe et/ou multitude » de ce numéro sont issues d'un dialogue mené lors du Séminaire International « L'interpellation plébéienne : le printemps des peuples » qui eut lieu du 17 au 19 octobre 2012 à Montréal. André Corte et Vanessa Molina, chercheurs du GRIPAL, ont proposé de continuer le débat sur les différences et les convergences entre les deux approches des mouvements sociaux contemporains en termes de « multitude » et de « plèbe » dans la revue *Multitudes*. L'opération a été traversée par deux événements : l'un antérieur au projet, et l'autre après la rédaction d'une bonne partie des articles des deux dossiers. Le premier fut le sommet des Nations Unies du Rio + 20, surtout les activités parallèles du Sommet des Peuples en ce qui nous concerne. Le deuxième événement, c'est l'insurrection populaire de juin 2013 au Brésil contre l'augmentation du prix des transports et contre le tournoi préparatoire de la Coupe du Monde de Football. On sait qu'au niveau officiel, la Conférence Mondiale des Nations Unies pour le Développement Durable (Rio + 20) fut un fiasco d'autant plus retentissant qu'il correspondait à une exacerbation des dérives climatiques planétaires dont la ville de Rio souffre tout particulièrement : pluies torrentielles et meurtrières de plus en plus fréquentes ; températures estivales torrides ; pollution de la mer et des plages et, surtout, pollution métropolitaine liée à des transports publics de très mauvaise qualité et à la croissance des voitures. Plus largement, le Brésil de la Présidente Dilma Rousseff exerce de fortes pressions sur les réserves indiennes et la forêt amazonienne à propos d'une politique de grands travaux (notamment les barrages hydro-électriques comme celui de Belo Monte) pour soutenir l'expansion prédatrice des exploitations minières et agricoles. Au même moment, le Sommet des Peuples montrait de forts niveaux de mobilisations et de luttes, quelle que soit la totale inexistence de ses résultats. Traditionnellement, le « sommet des peuples » réunit ONG, partis de gauche et syndicats (de

¹¹ Voir mon interview dans l'À Chaud du *Multitudes* n° 54.

gouvernement et d'opposition), et mouvements sociaux organisés, dans les formes d'une « participation » pasteurisée comme nous l'avons connue lors des Forums Sociaux Mondiaux de Porto Alegre. C'était toujours pareil : beaucoup d'activistes dans un camping monté bien loin du sommet officiel, avec beaucoup de financements gouvernementaux. Mais on pouvait néanmoins constater au moins trois éléments innovants : la présence massive des Indiens ; la multiplication de manifestations anticapitalistes de centaines de jeunes qui allaient dans les magnifiques jardins du Flamengo, où le sommet des peuples était installé, vers un autre camp, appelé OcupaPovos en référence à Occupy Wall Street ; et enfin une grande manifestation de dizaines de milliers de personnes en clôture du sommet des peuples.

On sentait une effervescence sociale en provenance de segments différents : les jeunes des métropoles et les indigènes en lutte contre les grands travaux néo-développementalistes pour la reconnaissance officielle de leurs terres. Des milliers d'Indiens tentèrent dans le centre de Rio d'investir le siège de la BNDES¹², et ont été immortalisés par l'incroyable photographie d'un des leurs habillé d'un magnifique cocard de plumes et tirant ses flèches sur des membres paniqués de la sécurité.

Mais ce sont deux autres épisodes en marge, bien loin du « Sommet des peuples », qui ont vraiment anticipé à la fois le débat sur plèbe et multitude, et l'insurrection qui aura lieu exactement un an plus tard, en juin 2013. Le premier fut l'activité parallèle du séminaire *Terra, Terra*. Le deuxième : une manifestation dans la favela Vila Autodromo, menacée d'expulsion et résistant depuis des années.

Le séminaire *Terra, Terra* était organisé par le Réseau *Universidade Nômade* proche des pensées de Negri, Guattari, Deleuze et Foucault, et le collectif *ATOA*, animé par l'anthropologue brésilien Eduardo Viveiros de Castro, proche de l'anthropologie symétrique de Bruno Latour¹³. Les deux réseaux avaient convergé sur l'intérêt d'un débat face aux impasses croissantes de la représentation politique au Brésil : l'épuisement définitif, avec Dilma, des petites brèches démocratiques subsistant du gouvernement Lula ; et la nécessité d'appréhender les questions sociales et environnementales embrassant la perspective amérindienne aussi bien que l'anthropophagie poétique et politique d'Oswald de Andrade et Hélio Oiticica. Le résultat de ce séminaire fut des plus contrastés : d'une part, le réseau *Universidade Nômade* a lancé un manifeste (*Tatu or no tatu*)¹⁴ portant de multiples anticipations de l'insurrection de juin 2013 alors que les intellectuels d'*ATOA* lancèrent pour leur part un petit journal dense sur la « fin du monde » qui aurait déjà eu lieu. D'autre part, les différences entre les deux réseaux, concentrées au départ sur l'acceptation ou non de l'horizon ontologique de la « catastrophe », ont éclaté dans un conflit ouvert sur le rapport entre les deux figures de « l'Indien » et du « pauvre ». Alors que l'Université Nomade essaie de penser un devenir-pauvre des Indiens qui serait en même temps un devenir-indien des pauvres, l'anthropolo-

¹² Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social, la banque d'État à la tête de l'investissement industriel et des infrastructures dans le cadre des privatisations du gouvernement Dilma. C'est aussi la BNDES qui finance les travaux des groupes brésiliens du BTP à l'étranger, notamment en Amérique latine et en Afrique.

¹³ Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes* – essai d'anthropologie symétrique, La Découverte, Paris, 1991.

¹⁴ <http://uninomade.net/tenda/manifesto-uninomade-10-tatu-or-not-tatu>

gie symétrique agence une direction unique du devenir-indien des pauvres. C'est clair : les pauvres ne sont pour Eduardo Viveiros de Castro qu'une matière brute, le résultat d'une domination sans rémission du capital. Voilà une forte polémique pouvant faire émerger débat et mobilisation sur de nouveaux espaces de réflexion et d'action politique déplaçant les deux termes de multitudes et/ou de plèbe de ce dossier.

Le deuxième épisode a mobilisé deux à trois mille personnes qui ont manifesté dans la favela Vila Autodromo, dans la zone ouest de la ville, juste à côté des travaux du sommet officiel des Nations Unies, cœur de la zone des infrastructures olympiques. On comptait quatre segments d'activisme. Le premier était composé par les *pauvres* de la favela en lutte depuis longtemps contre leur déplacement à cause de la spéculation immobilière amplifiée par la Coupe du monde et les Jeux olympiques ; le second était celui des jeunes autonomes, des squats et du camp « *OcupaPovo* » ; le troisième était constitué par les mouvements pour le logement et pour la Terre (MST) ; et le dernier – imprévu – était composé de quelques centaines d'Indiens d'Amazonie en compagnie de leur chef mondialement connu, Raoni.

Ce fut la première mobilisation importante de résistance des favelas contre la multiplication des expulsions menées par le Parti des Travailleurs à Rio de Janeiro pour préparer les grands événements sportifs. Mais en même temps, pauvres des favelas et jeunes activistes universitaires ou des squats (y compris de *OcupaPovos*) sortaient de cette expérience avec une très grande frustration. La partie « organisée » de la manifestation (Via Campesina, MST et MNLM¹⁵) avait clairement accepté des pouvoirs publics de ne pas sortir de la favela alors que les quelques centaines d'Indiens et de jeunes qui ne respectaient pas ce pacte rencontraient un impressionnant dispositif de police. Une brèche adéquate pour donner à la mobilisation un peu plus de réalité face à son fonctionnement institué autoréférentiel semblait impossible. Le gouvernement, quant à lui, pouvait faire montre de souplesse par la voix du secrétaire général de la Présidence, Gilberto Carvalho¹⁶, qui négociait à côté de la police anti-émeute l'entrée d'un groupe de caciques indiens dans la Conférence officielle (où ils n'obtiendront rien du tout!).

Un an exactement avant l'explosion sociale de juin 2013, la situation *d'impasse* dans laquelle se trouvaient les mouvements et plus généralement les luttes des pauvres au Brésil était donc manifeste. Elle doit être soulignée pour permettre, à la fois, de définir le débat plèbe et/ou multitude et l'explosion sociale à venir en juin 2013. Anticipons d'emblée quelques éléments de nos conclusions. Tout d'abord, le mouvement de juin 2013 se définit comme la rupture de cette impasse par un exode très puissant de la multitude brésilienne¹⁷. Début 2014, nous savons que cet exode a continué pendant sept mois à Rio, mais pas encore s'il s'agit d'une « solution durable » de l'énigme qui constituait l'impasse ; ce sont ses développements de 2014 qui le diront. Ensuite, la base de l'impasse est bien le paradoxe du gouvernement Lula au cours des dix dernières années : la centralité ambiguë (ou, justement, « paradoxale ») des pauvres.

¹⁵ Movimento Nacional de Luta pela Moradia.

¹⁶ Très lié à l'ancien président Lula et à l'église, Carvalho a le rôle de maintenir les contacts avec les mouvements sociaux.

¹⁷ Cf. la note 10 précédente.

La centralité paradoxale des pauvres

La sociologie critique et marxiste en général a toujours fait face à des difficultés majeures pour rendre compte de la composition des sociétés latino-américaines à partir de ses catégories. Schématiquement, on peut imputer ces difficultés à trois déterminants spécifiques et interdépendants : le sous-développement, l'héritage esclavagiste et la présence – résiduelle ou majoritaire – des sociétés et des cultures amérindiennes. Le sous-développement avec ses masses de paysans pauvres et de pauvres urbanisés a toujours défié les analyses en termes de « classe ouvrière » et de prolétariat. Le recours à la catégorie de lumpen prolétariat n'a certainement pas arrangé les choses : il manquait aussi un solide horizon prolétarien auquel pouvoir faire contrepoint. En même temps, la présence d'une énorme population noire issue de l'esclavage, d'une part, et de populations amérindiennes résiduelles de la colonisation, d'autre part, a spécifié les masses sud-américaines. Ces « masses » se sont en effet maintenues (ou ont été maintenues) « marginales », tant par rapport au marché du travail qu'aux catégories de la sociologie. Elles sont donc marginales de manière ambiguë : parce qu'elles n'ont pas rencontré les taux de développement nécessaires à les transformer en prolétariat industriel (et ensuite en ouvriers) et aussi parce qu'elles sont traversées par les questions du racisme, de l'ethnicité et du sexisme. Leur non-insertion dans le marché du travail se dédouble ainsi le long de lignes de structuration des rapports sociaux qui amplifient ces difficultés initiales d'établir une corrélation quelconque entre composition sociale et rapports de production.

Paradoxalement, ces impasses théoriques ont transformé les approches en termes de classe en instruments idéologiques d'une téléologie politique qui a fini par faire de la question du « développement » un objectif aussi disputé que consensuel. De droite et de gauche, les discours majoritaires du « développementisme » se rejoignent autour de la même vision déterministe d'un progrès linéaire qui, par le passage du sous-développement au développement, doit amener de la périphérie au centre et conduire des masses marginales au marché du travail salarié industriel. Pour les uns, cela implique de mobiliser ces gisements démographiques dans le processus d'accumulation capitaliste et sa modernisation ; pour les autres, il s'agit de construire le projet d'émancipation socialiste sur la base matérielle d'une classe ouvrière constituée par l'industrialisation capitaliste. Ce consensus *sui generis* s'est forgé depuis les années 1930 sous la houlette, pourrait-on dire en paraphrasant le prophétique pamphlet de Keynes, des conséquences économiques de la paix et surtout de la Grande Dépression : ce fut la période dite de substitution des importations et, au Brésil, du régime Vargas. Dans le deuxième après-guerre, sous le leadership intellectuel de Raúl Prebisch et de la Cepal, s'affirme le discours du développement et de l'indépendance¹⁸. L'industrialisation nationale avance et le PIB grimpe souvent à des rythmes très soutenus, mais de manière très contrastée. D'une part, malgré les poussées nationalistes, la structure de la propriété foncière est restée intacte et tous les mouvements pour une réforme agraire sont écrasés par des régimes militaires. De l'autre – et en conséquence – l'industrialisation a lieu de manière doublement inégale : très concentrée au niveau spatial dans les régions déjà concernées à la

¹⁸ Voir Antonio Negri et Giuseppe Cocco, *GlobAL*, Amsterdam, Paris, 2007.

fin du XIX^e grâce aux impacts des immigrations internationales, elle l'est aussi socialement en conservant la stratification raciste de l'héritage toujours vivant de l'esclavage et de la colonisation des Indiens. L'exode rural devient alors la voie de fuite et de lutte obligée pour les paysans pauvres des régions les plus subordonnées au pacte agraire ultra-conservateur. Une urbanisation extrêmement rapide et brutale, bien au-delà des capacités de l'industrialisation, oblige les migrants ruraux à auto-construire d'une façon extrêmement précaire en amplifiant le phénomène des favelas né lors de l'abolition de l'esclavage au passage du XIX^e au XX^e siècle. La crise de la dette et sa décennie perdue des années 1980, aggravée par l'hégémonie néolibérale du Consensus de Washington des années 1990, ont ensuite définitivement enterré la possibilité qu'un processus d'industrialisation transforme les masses marginales en prolétariat industriel.

C'est au bout de ces vingt années de désindustrialisation et de globalisation des économies nationales que les différents pays d'Amérique du Sud ont réalisé un virage à gauche de ses gouvernements. Dans les années 2000, à commencer par le Venezuela de Chavez, puis le Brésil de Lula et immédiatement après l'Argentine de Nestor Kirchner, le continent bascule. La Bolivie, l'Équateur, le Paraguay et l'Uruguay viendront se joindre au mouvement. Or il est symptomatique de constater que, si ce virage à gauche a été commun à tout le subcontinent, chacun des pays est marqué par des trajectoires politiques et sociales singulières. On peut ébaucher cette singularité des « virages à gauche », d'une part, en faisant référence au profil des différents présidents et à leurs forces politiques respectives : un ancien « montonero » issu de la gauche péroniste en Argentine, un sous-officier de l'armée au Venezuela, un jeune économiste en Équateur, un ancien curé de la théorie de la libération au Paraguay, un ouvrier syndicaliste au Brésil et, enfin, un Indien aymara en Bolivie. La singularité des trajectoires est tout aussi visible dans l'absence d'un modèle de référence. La tentative qu'a faite Chavez d'occuper ce « vide de projet » par la proposition d'un improbable « socialisme du XXI^e siècle » a fait long feu, à commencer par Venezuela qui constitue aujourd'hui le maillon le plus faible des nouveaux gouvernements sud-américains.

La figure d'Evo Morales, le Président bolivien, nous permet de caractériser le paradoxe : des forces politiques « alternatives » de gauche arrivent au pouvoir au moment précis où les bases sociales et politiques progressistes traditionnelles s'effritent, balayées par la stagnation et la globalisation. D'une part, la « gauche » se fragmente et perd l'horizon national du développementiste qui fonctionnait à la fois comme politique économique et moteur du processus de prolétarianisation. D'autre part, de nouvelles forces de « gauche » se forment à partir des luttes et des mouvements de nouveaux sujets sociaux. Le Président bolivien, il y a vingt ans, ne se serait pas identifié comme « indien » mais comme « ouvrier » des mines de Potosi d'où il a été obligé d'émigrer à cause de la crise et de la réorganisation du travail et son organisation d'appartenance aurait été la COB (*Comisión Obrera Boliviana*). Aujourd'hui, il revendique son identité « indienne » et son organisation est le MAS (*Movimiento al Socialismo*), issue des luttes des cultivateurs de coca dans le Chapare où ont dû migrer les Indiens privés d'emplois dans les mines du haut plateau. Mais la perte du traditionnel terrain de classe ne signifie ni l'arrêt des luttes ni l'épuisement d'une dynamique de changement. Les

luttres se diffusent tout au contraire socialement dans des segments jusqu'alors exclus de la fois de la production – c'est-à-dire de la condition ouvrière, de classe – et de l'action syndicale et politique – et donc des luttes de classes. Le socialisme ne s'entend plus comme développement national ou comme sa conséquence et les transformations des années 1980 et 1990 apparaissent dans une perspective beaucoup moins déterministe que celle de la majorité de la littérature critique. Il n'y a pas seulement eu la violence de la restructuration capitaliste et des processus de déterritorialisation et reterritorialisation qui la déterminent et traversent, mais aussi la puissance de nouvelles formes de résistance capables d'affirmer la différence sur le terrain de la résistance aux processus de prolétarianisation.

La mobilité inclusive de l'exclusion

Le capitalisme global et cognitif est en ce sens une adéquation qui vise à inclure les pauvres en tant que tels, c'est-à-dire directement dans les territoires productifs sans passer par le traditionnel processus de prolétarianisation, sans donc les transformer en ouvriers par l'insertion dans le rapport salarial. Les « pauvres » sont stratégiques pour le capitalisme globalisé et ils le sont justement parce qu'ils sont aux marges. Leur marginalité n'est plus un résidu négatif, mais une ressource !

Cette nouvelle modalité d'inclusion fonctionne d'une part par la réduction des droits du travail et l'exclusion du système de protection sociale qui lui était lié. Nous avons donc l'impression de faire face à un processus d'exclusion sociale, comme si le nouveau type de capitalisme était une sorte de machine masochiste qui saperait ses propres bases d'accumulation en rejetant des masses croissantes de populations pauvres que la sociologie définit comme jetables. C'est comme si le racisme était non pas la machine infernale de l'infériorisation des hommes destinés à la surexploitation esclavagiste, mais quelque chose de purement culturel et qu'il faudrait donc condamner moralement. Or le capitalisme cognitif inclut tout au contraire tout le monde comme affirmation de la phase de la subsumption réelle : il est le moteur d'une globalisation sans précédent qui « inclut » des centaines de millions de Chinois, d'Indiens et de Brésiliens. D'autre part, pour inclure les exclus en tant que tels, ce capitalisme globalisé dont la valeur est cognitive doit s'organiser en réseau, directement sur les territoires. Pour ce faire, il a besoin de tout privatiser, surtout les services que le capitalisme fordiste avait pu laisser aux soins de l'État.

Le rapport d'exclusion est inversé pour passer à l'inclusion des exclus qui continuent d'être... exclus, c'est-à-dire *pauvres*. Voici enfin l'ambiguïté du gouvernement Lula ou de ce que l'on peut mieux définir comme la « centralité paradoxale » des pauvres dans le « lulisme ». D'une part, Lula et le PT arrivent au pouvoir sur la base de l'abandon de toute volonté de rupture, sans le moindre projet de réforme et en acceptant donc une globalisation néolibérale sans grandes secousses. D'autre part, le gouvernement Lula lançait deux nouveaux types de politiques sociales : de redistribution générale du revenu et plus transversales en termes d'accès et de droits des « minorités » (surtout l'action affirmative pour les noirs et les Indiens).

La mobilisation au-delà de la mobilité

La centralité des pauvres a été fondamentale pour affirmer le projet de pouvoir de Lula (le « lulisme ») alors qu'elle est vécue en même temps par le gouvernement lui-même comme un frein à dépasser. Après la crise du capitalisme global de 2008, avec Dilma (mais si c'était Lula à nouveau, ça n'aurait rien changé), les pauvres reviennent à la « case départ », là où la tradition positiviste de la gauche et le tiers-mondisme les avaient toujours maintenus, à savoir au statut de *matériau brut* prêt à être transformé en quelque chose de « mieux ». Or, comme le souligne Donna Haraway, « traiter la nature humaine non pas comme un *produit* de l'Histoire, mais comme un *matériau brut* » fait partie d'une opération de « naturalisation de l'histoire humaine »¹⁹. De ce point de vue, il est assez ironique de voir les ennemis jurés, Dilma et l'anthropologie symétrique, converger dans leur approche de la figure du « pauvre » pour ensuite s'opposer dialectiquement sur ses implications politiques. Pour l'anthropologue, il faut que les pauvres s'acheminent sur la courbe de la décroissance qui les mènera de nouveau dans la forêt, un agencement à sens unique, un *devenir-indien* totalement négatif et dialectique. Pour Dilma et Lula, c'est dans la direction opposée qu'il faut aller : faire sortir des forêts les Indiens qui résistent aux grands travaux (les barrages) et aux avancées illégales des activités agricoles et minières ; en même temps, il faut prolétarianiser les pauvres des grandes villes en leur offrant une perspective d'emploi salarié surtout de type industriel qui les transforme en « classe ouvrière ». Dans les deux cas, les « pauvres » doivent être « éliminés » en fonction de deux téléologies : celle de la fin du monde ou celle du futur du progrès : les deux faces d'une même catastrophe. Dans le devenir-indien des pauvres, c'est la décroissance qui doit jouer le long d'une ingénierie reverse, une téléologie négative de la fin du monde. Dans l'autre perspective, c'est la chronologie de la croissance qui nourrit la téléologie positive du progrès et d'une classe ouvrière qui serait un pur produit évolutionniste, totalement linéaire : ici la catastrophe est en même temps niée et produite (déforestation, invasion des voitures, pollution, grands barrages, etc.)²⁰.

Mais ça n'a pas fonctionné ! La prolétarianisation des pauvres n'a pas eu lieu, même si c'est leur pratique électorale qui a permis l'arrivée du PT et de ses alliés. Mais le PT, Lula et Dilma n'ont aucun compromis avec la téléologie marxiste. Si ce n'est pas le prolétariat que la modernisation produit, c'est alors une autre classe, toujours déterminée objectivement par le capital et lisible au niveau électoral. Voilà donc que, même sans devenir « classe ouvrière », les pauvres sont transformés en quelque chose d'organisable par la rationalité étatique et capitaliste. Les effets de la croissance et de la diminution des inégalités sont ainsi statistiquement traités comme un gigantesque (et traditionnel) phénomène de « mobilité » d'ascension verticale. Objets des politiques sociales, les pauvres sont ainsi censés traverser les courbes de revenu, de l'extrême pauvreté en direction d'une *nouvelle classe moyenne*. Les transformations sociales sont réduites à une mobilité ascendante des pauvres obtenant un pouvoir d'achat de « classe moyenne ».

¹⁹ Donna Haraway, *Des singes, des cyborgs et des femmes. La réinvention de la nature*, Actes Sud, Paris, 2009.

²⁰ Il reste que la téléologie négative de l'anthropologie symétrique est une alliée – malgré elle – des luttes contre le totalitarisme potentiel (et de plus en plus réel) de la téléologie « positive » du progrès.

C'est ce régime matériel qui tombe en panne en juin 2013 avec l'éclosion d'un formidable cycle de luttes : derrière les statistiques de la mobilité verticale, se mobilise une nouvelle force de travail : celle qui dépend de l'inclusion des pauvres en tant que tels. Non pas une nouvelle classe moyenne, mais une nouvelle composition sociale du travail par l'inclusion des pauvres entre les réseaux et les rues du terrain métropolitain au niveau duquel ils s'organisent horizontalement. Ce qui a eu lieu en juin, c'est justement la transformation de la plèbe des pauvres en une multitude puissante. Dès juin 2013, et ça continue aujourd'hui, toutes les luttes minoritaires rencontrent un terrain d'amplification et de reconnaissance sans précédent puisqu'elles peuvent s'épanouir totalement en dehors de la dialectique du développement ou de la décroissance.

Jusqu'en juin 2013, le Brésil était donc le pays d'Amérique du Sud où les conditions d'expression des luttes, des revendications rencontraient le plus de contraintes et restaient confinées sur le terrain de l'émeute qui n'arrive pas à « faire multitude », où le rapport entre pauvres et multitude reste une énigme. Juin est ainsi une rupture, même encore précaire et vouée à une répression féroce de la part du gouvernement Dilma et du PT en 2014. Du coup, le chemin que le gouvernement et le PT semblent avoir choisi, avec leurs alliés réactionnaires, est celui d'une militarisation d'autant plus honteuse qu'elle est suicidaire.